

## EMPLOI SALARIÉ

### Niveau record des créations d'emploi

Fidèle à la tendance amorcée depuis 4 ans, l'emploi salarié marque une nouvelle progression en 2007. Près de 4 000 emplois ont ainsi été créés, dont 70,8% se concentrent dans le privé et 28,2% dans le public.

**C**onformément à la très forte croissance de l'emploi amorcée depuis 2004, les **effectifs salariés** déclarés à la CAFAT ont à nouveau augmenté pour venir s'établir à 77 457 personnes en moyenne sur l'année 2007 contre 73 493 en 2006. Ainsi, sur un an, ils marquent une importante progression de 5,4% qui se traduit par la création de 3 963 emplois. Avec un tel taux de créations, l'année 2007 marque une accélération (+4,6% en 2006, +3,8% en 2005 et +4,4% en 2004) et s'inscrit au-dessus du taux annuel moyen de ces 4 dernières années (+4,4%).

Avec 70,0% de l'emploi salarié total, le **secteur privé** totalisait 54 224 emplois en 2007. Sur un an, il enregistre 2 806 emplois supplémentaires et une hausse moyenne de 5,5% comparable à celle enregistrée en 2006 (+5,6%) qui témoigne une fois de plus du fort dynamisme de l'économie.

Si en dix ans, le taux de croissance annuel moyen du privé s'établit à 3,9%, il ressort une nette accélération depuis 2004 avec un taux moyen à 5,1% contre 3,1% sur la période 1997-2003.

L'ensemble des grands secteurs d'activité du privé progresse en 2007 conformément au taux moyen. Toutefois, la "Construction" se démarque de loin en enregistrant pour la 2<sup>e</sup> année consécutive la plus forte hausse sur un an (+8,6%, soit 619 emplois créés). De manière plus modérée, l'"Industrie" et les "Services" progressent également en affichant des hausses respectives de 5,2% (soit 442 emplois

#### Évolution des créations d'emplois dans le secteur privé

	Effectif		Variation	
	2006	2007	Nbre	%
Secteur privé	51 418	54 224	2 806	5,5
Agriculture	2 193	2 278	85	3,9
Industries	8 563	9 005	442	5,2
Construction	7 238	7 857	619	8,6
Services	33 426	35 086	1 660	5,0

Sources : CAFAT, ISEE

Unités : nbre, %

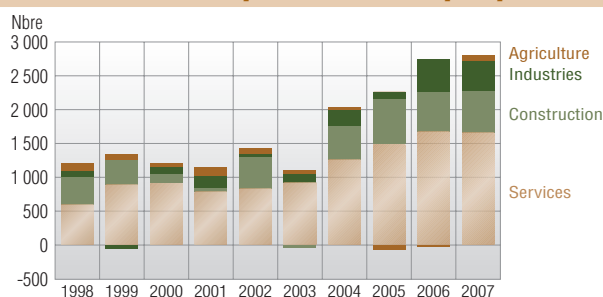
#### Évolution de l'emploi salarié par secteur et activité (moyenne annuelle)

	Effectif		Variation	
	2006	2007p	Nbre	%
<b>Secteur privé</b>	<b>51 418</b>	<b>54 224</b>	<b>2 806</b>	<b>5,5</b>
Agriculture, chasse, sylviculture	1 665	1 721	56	3,4
Pêche, aquaculture	528	557	29	5,5
Industries extractives	1 169	1 165	- 4	-0,3
Industries manufacturières	6 627	7 036	409	6,2
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	767	804	37	4,8
Construction	7 238	7 857	619	8,5
Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	8 540	8 800	260	3,0
Hôtels et restaurants	3 331	3 884	554	16,6
Transports et communications	3 806	4 034	228	6,0
Activités financières	1 563	1 593	30	1,9
Immobilier, locations et services aux entreprises	5 395	5 680	285	5,3
Administration publique	670	730	60	9,0
Éducation	2 662	2 637	- 25	-0,9
Santé et action sociale	1 559	1 671	112	7,2
Services collectifs, sociaux et personnels	2 138	2 301	162	7,6
Services domestiques	3 732	3 727	- 5	-0,1
Activités extra-territoriales	30	29	- 1	-2,5
<b>Secteur public</b>	<b>22 075</b>	<b>23 233</b>	<b>1 157</b>	<b>5,2</b>
Fonctionnaires	13 835	14 559	724	5,2
Contractuels	8 241	8 674	433	5,3
<b>Total</b>	<b>73 493</b>	<b>77 457</b>	<b>3 963</b>	<b>5,4</b>

Sources : CAFAT, ISEE

Unités : nbre, %

#### Évolution des créations d'emplois dans le secteur privé par secteur



Sources : CAFAT, ISEE

créés) et de 5,0% (1 660 emplois créés) en un an. Seule l'"Agriculture" présente un taux de croissance annuel moyen inférieur à la moyenne (3,9%, soit +85 emplois).

Dans le détail, sur les 2 806 emplois salariés créés en 2007 dans le privé, 59,2% se concentrent dans le tertiaire, 22,1% dans la construction et 14,6% dans l'industrie manufacturière. Ces évolutions trouvent en partie leur origine dans les recrutements générés par

les grands projets métallurgiques, qu'ils soient directs (augmentation des effectifs des entreprises porteuses des projets) ou indirects (besoin de main d'oeuvre pour la construction du site, la mise en place de services sur site, notamment de restauration...). Depuis la concrétisation des grands projets miniers en 2002, il est en effet possible d'observer une progression quasi-exponentielle de l'emploi salarié dans certains secteurs, interrompue en 2003 avec la suspension du chantier de Goro Nickel.

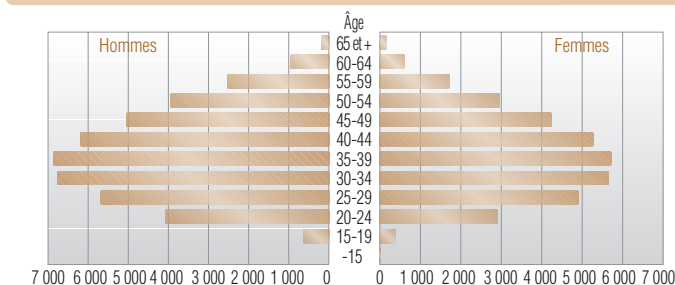
L'« effet Nickel » est cependant à nuancer par la bonne santé de l'ensemble de l'économie calédonienne. Ainsi, si la forte hausse du poste « Hôtels restaurants » trouve son origine dans les besoins liés à la restauration collective pour le site de Goro, d'autres éléments tels que l'ouverture de l'hôtel « La promenade » à l'Anse Vata, génèrent aussi des nouveaux emplois.

Il en est de même pour l'ensemble du tertiaire, stimulé d'une part par des besoins supplémentaires en services des entreprises en liaison avec le développement du tissu productif et d'autre part par un recours accru aux services de la part des ménages, en corrélation directe avec l'augmentation du taux d'activité de la population.

Enfin, si la construction de l'usine contribue fortement à l'activité du bâtiment, c'est la bonne santé de l'ensemble du BTP qui permet de justifier le niveau élevé des créations d'emplois.

Le **secteur public** progresse également fortement sur l'année en enregistrant une hausse annuelle de 5,2%, en nette accélération par rapport aux années précédentes (+2,4% en 2006 et +1,8% en 2005). Sur un an, ce sont donc 1 157 emplois publics qui ont été créés, avec une proportion qui reste prédominante pour les fonctionnaires d'État et territoriaux (62,6% du total des créations). Si la hausse des fonctionnaires État est concentrée dans l'enseignement, celle des fonctionnaires territoriaux se répartit entre les Établissements publics locaux, les services de la Nouvelle-Calédonie et des provinces. Enfin, les contractuels (non titulaires) contribuent également à l'accroissement des effectifs du

Pyramide des âges des salariés en 2007 (moyenne annuelle)



Sources : CAFAT, ISEE

secteur public avec 433 nouveaux emplois sur un an. Cette hausse s'explique en partie par les besoins ponctuels en personnels que nécessitent certaines opérations telle l'enquête relative au Budget Consommation des Ménages (BCM) réalisée par l'ISEE, mais également par une augmentation des effectifs dans certains établissements hospitaliers, ou encore dans certaines communes.

L'analyse de la **structure par âge** de la population salariée montre que la part des jeunes reste prépondérante : en 2007, 40,1% des salariés ont moins de 35 ans. Cependant, à l'image de la population calédonienne, qui bien que toujours jeune marque des signes de vieillissement, la part des jeunes parmi les salariés diminue (elle était de 40,7% en 2006, 40,9% en 2005 et 41,4% en 2004) et celle des plus de 50 ans augmente (16,0% en 2004, 16,2% en 2005, 16,5% en 2006 et 16,9% en 2007). S'agissant de la répartition par sexe des salariés en 2007, les hommes représentent 55,4% contre 44,6% de femmes. Alors que la part des femmes dans la population active avait tendance à aug-

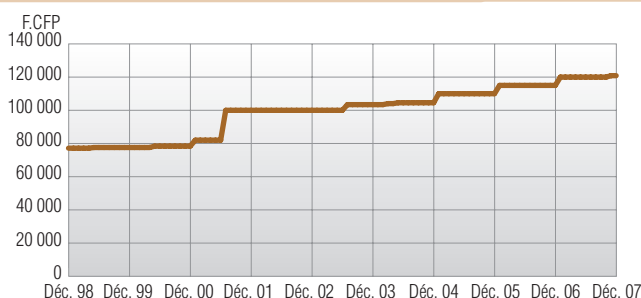
menter depuis de nombreuses années, elle reste stable depuis 2004 autour de 44% : les arrivées plus nombreuses des femmes sur le marché du travail ont certainement été compensées, ces dernières années, par des créations d'emplois plus orientées vers des métiers masculins en liaison avec le chantier du Sud.

Conformément à la Loi du Pays n°2005-1 du 11 janvier 2005 adoptée dans le cadre de la lutte contre la vie chère, le **Salaire Minimum Garanti** est passé à 120 000 au 1<sup>er</sup> janvier 2007. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet, il est à nouveau indexé sur l'indice des prix à la consommation hors tabac, et soumis aux règles de relèvement énoncées par l'article 25 de l'ordonnance de 1985. Il est ainsi passé à 120 864 F.CFP au 1<sup>er</sup> novembre 2007.

Entre fin 2006 et fin 2007, le SMG a ainsi augmenté de 5,1%, soit plus rapidement que l'inflation qui s'est élevée à 1,8% sur la même période, garantissant aux salariés rémunérés au SMG un gain de pouvoir d'achat.

Le montant mensuel du SMG est passé de 76 207 F.CFP fin 1997 à 120 874 fin 2007, soit une augmentation de 58,6% en dix ans et un taux de croissance annuel moyen qui ressort à 4,7%. Cependant, derrière ce taux, apparaissent deux périodes bien distinctes : 1997-2000, où variant en fonction de l'indice des prix, il a augmenté en moyenne de 1,0% par an, et la période 2000-2007, où désindexé de l'indice des prix, il a enregistré une forte revalorisation de 6,4% par an, avec notamment l'année 2001 qui l'a vu franchir la barre des 100 000 F.CFP.

Évolution du montant mensuel du SMG sur dix ans



Source : Direction du Travail